

**CONSTITUTION D'UNE SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE SARL, SELARL
(y compris à associé unique) sauf pour celle dont l'activité est agricole)**

Merci de bien vouloir fournir les renseignements demandés qui ont un caractère obligatoire. Vous éviterez ainsi les relances des organismes destinataires.

QUELQUES DÉFINITIONS ET CONSIGNES DE REMPLISSAGE

DÉCLARATION RELATIVE À LA PERSONNE MORALE

- 2** **DÉNOMINATION** : Nom de la société. La dénomination doit être indiquée telle que figurant dans les statuts.
SIGLE : Initiales ou premières lettres des mots composant la dénomination.
- 3** **DÉPÔT DES STATUTS** : Le modèle de statuts type à compléter est disponible dans les CFE. Si vous souhaitez l'utiliser, il vous sera délivré gratuitement.
- 4** **ADRESSE DU SIÈGE** : Lorsque le siège est installé au domicile du gérant, si des dispositions législatives ou stipulations contractuelles (bail, règlement de copropriété...) sont contraires à la domiciliation du siège au domicile du gérant, l'indiquer en cochant domiciliation provisoire. La domiciliation provisoire ne peut excéder le terme du bail et au plus 5 ans.
- 5** **PRINCIPALE(S) ACTIVITÉ(S) DE L'ENTREPRISE** : Ne pas recopier l'objet social. Indiquer **exclusivement** les principales activités parmi celles énumérées dans l'objet social. Ce cadre doit être également renseigné lorsque la société est constituée sans début d'activité.

DÉCLARATION RELATIVE À L'ÉTABLISSEMENT ET À L'ACTIVITÉ

- 9** **ACTIVITÉ** : Indiquez l'activité exercée que vous considérez comme la plus importante, elle déterminera votre code APE (activité principale exercée) attribué par l'INSEE. Précisez si d'autres activités sont exercées dans l'établissement.
ACTIVITÉS ARTISANALES : Pour l'une des activités énumérées ci-dessous, exercée à titre principal ou secondaire, une attestation de la qualification professionnelle, au titre de cette activité artisanale, doit être remplie à l'aide de l'intercalaire AQPA prévu à cet effet.
Activités soumises à l'obligation d'une qualification professionnelle* :
– l'entretien et la réparation des véhicules et des machines : réparateur d'automobiles, carrossier, réparateur de cycles et motocycles, réparateur de matériels agricoles, forestiers et de travaux publics ;
– la construction, l'entretien et la réparation des bâtiments : métiers de gros œuvre, de second œuvre et de finition du bâtiment ;
– la mise en place, l'entretien et la réparation des réseaux et des équipements utilisant les fluides, ainsi que des matériels et équipements destinés à l'alimentation en gaz, au chauffage des immeubles et aux installations électriques : plombier, chauffagiste, électricien, climaticien et installateur de réseaux d'eau, de gaz ou d'électricité ;
– le ramonage : ramoneur ;
– les soins esthétiques à la personne autres que médicaux et paramédicaux et modelages esthétiques de confort sans finalité médicale : esthéticien ;
– la réalisation de prothèses dentaires : prothésiste dentaire ;
– la préparation ou la fabrication de produits frais de boulangerie, pâtisserie, boucherie, charcuterie et poissonnerie, ainsi que la préparation ou la fabrication de glaces alimentaires artisanales : boulanger, pâtissier, boucher, charcutier, poissonnier et glacier ;
– l'activité de maréchal-ferrant : maréchal-ferrant ;
– la coiffure : coiffeur.
Ces activités doivent être placées sous le contrôle effectif et permanent d'une personne titulaire d'un CAP ou d'un diplôme ou titre au moins équivalent. Pour superviser l'activité d'un salon de coiffure, le BP ou un diplôme ou titre d'un niveau au moins équivalent est requis. À défaut de diplôme, une expérience professionnelle de trois années effectives permet – sauf dispositions particulières pour la coiffure – de justifier de la qualification requise.
* « Les personnes qui exercent ou font exercer l'une de ces activités sans disposer de la qualification professionnelle requise ou sans faire contrôler cette activité, de manière effective et permanente, par une personne qualifiée sont passibles des sanctions prévues à l'article 24 de la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 relative au développement et à la promotion du commerce et de l'artisanat et à l'article 5 de la loi n° 46-1173 du 23 mai 1946 portant réglementation des conditions d'accès à la profession de coiffeur. »
Pour plus d'informations, (notamment si la qualification a été obtenue en dehors du territoire français), **vous pouvez consulter les sites : www.artisanat.fr ou www.apce.com**

- 11** **EFFECTIF SALARIÉ / ASSIMILÉ** :
Cocher la case « oui » **uniquement** si la société emploie du personnel salarié relevant du régime général. Le gérant qui relève du régime social des indépendants (RSI) n'est pas pris en compte dans l'effectif salarié. Le gérant minoritaire ou égalitaire rémunéré est à prendre en compte dans l'effectif salarié.
Dans la rubrique « la société embauche un premier salarié », cochez la case « oui » **s'il s'agit uniquement d'une première embauche**. Dans ce cas, vous devez avoir effectué une Déclaration Unique d'Embauche (site : www.due.urssaf.fr).

DÉCLARATION RELATIVE À LA GÉRANCE ET AU(X) GÉRANT(S)

- 12** **GÉRANCE** : La nature de la gérance est liée à la notion de contrôle de l'entreprise.
Pour apprécier le caractère majoritaire ou non de la gérance, il faut additionner les parts détenues personnellement par le gérant, celles détenues par son conjoint et ses enfants mineurs non émancipés.
Dans le cas d'un collège de gérance, s'additionnent les parts détenues par les autres gérants, leur conjoint et leurs enfants.
La gérance est majoritaire lorsque la totalité des parts ainsi détenues représente plus de 50 % du capital.
La gérance est réputée minoritaire si les parts détenues représentent moins de 50 % du capital.
- 13** **STATUT DU CONJOINT MARIÉ OU PACSÉ DU GÉRANT** (sont exclus les concubins)
Lorsque le conjoint marié ou pacsé du gérant travaille régulièrement dans l'entreprise, il a l'obligation de choisir un statut.
La conjoint marié ou pacsé du gérant doit opter pour l'un des statuts suivants :
• salarié,
• associé,
• collaborateur.
Ce choix détermine les droits et obligations professionnels et sociaux du conjoint marié ou pacsé.
RÉGIME DE PROTECTION SOCIALE DU CONJOINT MARIÉ OU PACSÉ CORRESPONDANT À CHAQUE STATUT
CONJOINT MARIÉ OU PACSÉ SALARIÉ : lorsque le conjoint perçoit un salaire au titre de son activité pour la société, c'est le statut de conjoint salarié qui doit être obligatoirement déclaré, même si le conjoint est également associé. Une DUE a dû être transmise au préalable et le conjoint sera affilié au régime général de la sécurité sociale.
CONJOINT MARIÉ OU PACSÉ ASSOCIÉ : le conjoint associé s'il n'est pas salarié :
– devra être affilié au régime social des travailleurs indépendants (RSI), lorsque le gérant est majoritaire. En l'absence de revenus, il devra cotiser sur la base des assiettes minimales.
– n'est affilié à aucun régime social obligatoire et demeure l'ayant-droit de son époux lorsque le gérant est minoritaire ou égalitaire.
CONJOINT MARIÉ OU PACSÉ COLLABORATEUR : le statut de conjoint collaborateur s'adresse au conjoint non associé et non rémunéré du gérant majoritaire ou associé unique d'une SARL dont l'effectif n'excède pas 20 salariés. Il est affilié aux régimes de retraite et d'invalidité-décès dont relève le gérant.
INTERCALAIRE TNS (volet social) : remplir obligatoirement ce formulaire pour :
• le gérant majoritaire ou chaque gérant d'un collège majoritaire.
• l'associé unique (seulement s'il travaille dans la société).
• l'associé majoritaire exerçant une activité rémunérée dans la société.
INTERCALAIRE MO' : indiquer la suite des dirigeants.

- 14** **AIDE AUX CHÔMEURS CRÉATEURS OU REPRENEURS D'UNE ENTREPRISE (ACCRES)**
La demande d'ACCRES peut être déposée dans les 45 jours qui suivent la déclaration de création de la société.

PERSONNE AYANT LE POUVOIR D'ENGAGER LA PERSONNE MORALE

- 15** Déclarer toute personne qui engage par sa signature à titre habituel la responsabilité de la société, y compris le titulaire de la capacité professionnelle, qui assure la direction effective et permanente de l'entreprise ou d'un établissement.

OPTION(S) FISCALE(S)

- 16** Pour vous aider à compléter ce cadre, vous pouvez consulter sur le site impots.gouv.fr
• **Le livret fiscal du créateur d'entreprise** (rubrique professionnels > vos préoccupations > création d'activité).
• **Le guide pratique n° 974 (BIC-BNC)** (rubrique recherche > recherche formulaires puis « 974 » dans le champ Numéro d'imprimé).

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

- 17** **OBSERVATIONS** : Ce cadre permet de préciser une situation particulière. Si vous avez d'autres observations à faire, utilisez l'imprimé MO' (Sarl-Selarl) cadre 5.
18 Indiquez les coordonnées postale, téléphonique, électronique où vous souhaitez être joint.